

RAPPORT FINANCIER UCCIFE (CCI France International) 2023

Présenté par M. Pierre CHEYRON, Trésorier

Ce rapport financier présente un commentaire sur l'année 2023 et les états financiers y afférents.

D'un point de vue général, les comptes sont bien maîtrisés et reflètent les grandes orientations stratégiques de CCIFI (notamment celle d'accorder plus de moyens aux principaux événements fédérateurs du réseau au mois de Juin) ainsi que le dynamisme global du réseau, dont le chiffre d'affaires a cru vs 2022 :

- Les dépenses 2023 sont demeurées sous contrôle, avec, comme prévu, un coût en augmentation concernant les événements de juin (AG, Séminaire des directeurs, etc...). Il est important de noter que les coûts fixes, notamment les salaires, sont stables par rapport à l'année précédente.
- Les recettes 2023 sont en hausse, principalement portées par la hausse des cotisations (101 K€), découlant directement de la hausse de chiffre d'affaires des CCI FI.
- Le compte de résultats 2023 reflète ainsi un produit de 6 164.75 €
- Coté Bilan, le souci principal observé en 2023 est le montant des créances clients, pour lesquelles une meilleure discipline de paiement de la part des CCI FI est souhaitable.
- Enfin, pour 2024, le budget proposé est dans la continuation de la même dynamique.

A- COMPTE DE RESULTAT GLOBAL

Depuis 2017, le soutien en personnel de la CCI R Paris-Ile de France est intégré dans la comptabilité, donnant lieu à des flux financiers.

En 2023, cet appui en personnel est déterminé à concurrence de 169 968 euros, compensé en partie par une subvention financière de 97 000 euros de la part de la CCI R Paris-Ile-de-France.

Les apports de CCI France (incluant loyer, charges et frais de fonctionnement) d'un montant de 61 900 euros, sont matérialisés par des écritures et une compensation encadrée par les montants prévus au budget annuel de CCI France voté par son Assemblée générale.

Les comptes 2023 font apparaître un excédent de 6 164.75 euros.

On pourra noter :

a) En charges

Les charges sont globalement contenues, avec des dépassements concernant les événements de juin mais qui sont compensés en partie par un reliquat de la subvention 2021 et 2022 de CCI France. Dans le détail de ces postes, on constate notamment les variations suivantes :

- Des frais concernant l'Assemblée générale de 32K€ avec une très grande participation des CCI FI.
- Un coût concernant le séminaire des directeurs de 120 K€ compensé par un reliquat de l'aide 2022 de CCI France d'un montant de 35 K€.
- Une augmentation des frais concernant la journée « rencontres partenaires » puisque cette réunion s'est faite intégralement en présentiel avec plus de 170 participants.
- Des frais concernant un recours à une société de conseil en relations publiques et institutionnelles pour mettre en place une campagne auprès des parlementaires et des principales administrations pour 40 K€.
- Des abandons de créances à hauteur de 9 K€
- Des charges salariales à un niveau proche de celles de 2022.

b) En produits

La structuration des produits 2023 s'article principalement autour des éléments suivants :

- Un maintien de la subvention de la CCI R Paris-Ile-de-France de 97 000 euros.
- Un maintien de la subvention de CCI France de 327 K€ pour compenser des charges d'exploitation (incluant des frais d'investissements pour les services internet et CRM ainsi que les coûts de rémunérations de 2 collaborateurs).
- Une hausse des cotisations de 101 K€
- Une reprise de provisions des comptes clients pour un montant de 6 K€.
- Un maintien des ventes du programme « Privilèges » et de l'appli mobile.
- Une hausse des services divers aux CCI FI (service de récupération de TVA, EFE INTERNATIONAL VIE...) avec la reprise des déplacements.
- Un maintien des facturations de services CRM qui enregistrent une augmentation du tarif des licences mais une baisse du nombre de licences pour Eudonet et une augmentation du nombre de licence ODOO. Dans ce poste, les refacturations des licences sont à l'identique des frais facturés par les prestataires Eudonet et ODOO.
- Un maintien des produits internet

B- BILAN GLOBAL

Le bilan enregistre des augmentations au niveau des immobilisations incorporelles du fait des évolutions de l'application mobile et des évolutions du site internet (paiement en ligne, plateforme des membres).

A l'actif, les créances clients restent supérieures à 300 000 euros malgré les relances régulières tout au long de l'année auprès des CCI FI et certains abandons de créances. Cette question reste un sujet d'inquiétude car les retards de paiement ont un impact important sur la trésorerie de la tête de réseau.

On peut noter aussi un maintien des Impôts et taxes (TVA) liée à l'augmentation de nos activités comme le dîner des trophées, une augmentation du nombre de VIE dans les CCI FI portés par la tête de réseau, et donc des factures de charges.

Au passif, on notera la subvention d'investissement de CCI France, d'un montant de 148 919 euros (nette de reprise) pour la mise en place du logiciel CRM commun destinée à être proposé à l'ensemble du réseau des CCI FI et pour la refonte du site Internet ainsi que pour le nouveau CRM ODOO et l'application mobile. Cette subvention est par ailleurs traitée en produit exceptionnel, avec reprise en résultat sur 5 ans.

CCI France International a eu recours en avril 2020 à un prêt garanti par l'état (PGE) d'un montant de 180 000 euros (à rembourser sous 5 ans) afin de combler les besoins de trésorerie de CCI France International qui est fragilisée notamment du fait des difficultés à recouvrer certaines créances. Le remboursement de ce PGE a commencé en mai 2022, il est de 104 K€ à fin 2023.

Les comptes fournisseurs ont légèrement diminué. Les fournisseurs principaux sont CCI France pour 57 773.27 euros (correspondant aux factures des loyers, charges locatives et frais de fonctionnement qui sont compensés) et Business France pour 93 359.96 euros correspondant au portage des VIE pour les CCI FI.

Les autres dettes représentent essentiellement les comptes de mandataires de CCI FI et les comptes clients créditeurs.

Les autres variations du bilan ne résultent que du jeu normal des transactions courantes.

C- SITUATION BUDGÉTAIRE 2024

La subvention de CCI R Paris-Ile de France de 97 000 euros est stable depuis 2020 et sera au même niveau en 2024 puisque ce montant a été fixé en 2023 pour 3 ans.

La mise à disposition du personnel CCIR Paris-Ile-de-France est facturée depuis 2017 à l'euro près indépendamment de la subvention accordée.

Le budget 2024 correspond dans l'ensemble au budget 2023 avec un retour en présentiel pour nos événements : dîner des trophées, Assemblée générale et séminaire des directeurs. Le budget prévoit une augmentation des cotisations de 100 000 euros dont 70 000 euros de cotisations exceptionnelles pour le recrutement d'un Responsable Business Development.

Le résultat budgété est un excédent de + 17 K€.

D- PROPOSITION D’AFFECTATION DU RESULTAT

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels que présentés et faisant apparaître un excédent de 6 164.75 euros et de l’affecter au report à nouveau, ce qui amène celui-ci à 151945.99 euros.

Les fonds propres s’élèvent par ailleurs au 31 décembre 2023 à 527 509.54 euros.

E- INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS

Vous trouverez ci-dessous un tableau de synthèse de nos échéances fournisseurs (montant en euro). **Article D.441-II : Factures reçues ayant connu un retard de paiement au cours de l’exercice**

| Non échues | 1<d <30 jours | 31 < d < 60 jours | 61 < d < 90 jours | d > 90 jours | Total € |
|------------|---------------|-------------------|-------------------|--------------|------------|
| 39 873.78 | 18 030.19 | 41 442.49 | 65 273.27 | 13087.92 | 177 707.65 |

F- INFORMATION SUR LES DELAIS DE REGLEMENT DES CLIENTS

Vous trouverez ci-dessous un tableau de synthèse de nos échéances clients (montant en euro). **Article D.441-II : Factures émises ayant connu un retard de paiement au cours de l’exercice**

| Non échues | 1<d <30 jours | 31 < d < 60 jours | 61 < d < 90 jours | d > 90 jours | Total € |
|------------|---------------|-------------------|-------------------|--------------|------------|
| 41 263.34 | 37 154.59 | 1300.00 | 17 449.46 | 202 766.54 | 299 933.93 |

Les comptes clients au 15/05/2024 sont à hauteur de 646 081.52 euros dans nos livres.

G- EXAMEN DES CONVENTIONS REGLEMENTEES PREVUES A L’ARTICLE L.612-5 DU CODE DE COMMERCE ET PASSEES ENTRE L’ASSOCIATION ET SES DIRIGEANTS DIRECTEMENT OU PAR PERSONNES INTERPOSEES

La convention réglementée nouvelle soumise au Conseil d’Administration fait l’objet d’une information au Commissaire aux comptes et est reprise dans son rapport spécial.

Cette convention annuelle vient compléter un accord pluriannuel relatif au versement d’une subvention destinée à couvrir les dépenses de fonctionnement (frais de loyer et logistiques) de CCI France international

Elle prévoit l’attribution :

- D’une subvention correspondant au renforcement du rôle de la tête de réseau dans l’animation du réseau des CCI françaises à l’étranger, de la professionnalisation des équipes via l’organisation de séminaires de formation, en particulier dans tous les domaines pouvant bénéficier aux entreprises et au réseau consulaire de France.

H- EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

A la date d'arrêt des comptes 2023 par le Conseil d'administration, l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause sa capacité à poursuivre son exploitation.

| ACTIF | Exercice N | | | Exercice N-1 |
|--|---------------------|---|---------------------|---------------------|
| | Brut | Amortissements et dépréciations (à déduire) | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | | | | |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| Frais d'établissement | | | | |
| Frais de recherche et de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires | 1 103 215,50 | 843 541,65 | 259 673,85 | 277 881,17 |
| Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| Immobilisations corporelles | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions | | | | |
| Installations techniques, matériel et outillage industriels | 146 696,27 | 134 942,92 | 11 753,35 | 5 502,79 |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | |
| Avances et acomptes | | | | |
| <i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i> | | | | |
| Immobilisations financières | | | | |
| Participations et Créances rattachées | 2 500,00 | | 2 500,00 | 2 500,00 |
| Autres titres immobilisés | 1 524,59 | 1 524,59 | - | - |
| Prêts | | | | |
| Autres | 1 250,40 | | 1 250,40 | 1 250,40 |
| Total I | 1 255 186,76 | - | 275 177,60 | 287 134,36 |
| ACI ACTIF CIRCULANT | | | | |
| Stocks et en-cours | | | | |
| Créances | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | 316 081,94 | 8 027,00 | 308 054,94 | 302 172,89 |
| Avances et acomptes | 50,00 | | 50,00 | 50,00 |
| Autres | 12 740,07 | | 12 740,07 | 15 855,22 |
| Subventions à recevoir | 61 900,26 | | 61 900,26 | 57 636,99 |
| Impôts et taxes | 46 233,45 | | 46 233,45 | 43 194,47 |
| Valeurs mobilières de placement | | | - | - |
| Instruments de trésorerie | | | - | - |
| Disponibilités | 351 585,63 | | 351 585,63 | 594 345,75 |
| Charges constatées d'avance | 90 840,93 | | 90 840,93 | 93 197,23 |
| Total II | 879 432,28 | - | 871 405,28 | 1 106 452,55 |
| Frais d'émission des emprunts (III) | - | - | - | - |
| Primes de remboursement des emprunts (IV) | | | | |
| Ecart de conversion Actif (V) | | | | |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | 2 134 619,04 | - | 1 146 582,88 | 1 393 586,91 |

| PASSIF | Exercice N | Exercice N-1 |
|--|---------------------|---------------------|
| FONDS PROPRES * | | |
| Fonds propres sans droit de reprise | | |
| Fonds propres statutaires | 41 737,88 | 41 737,88 |
| Fonds propres complémentaires | 78 192,84 | 78 192,84 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | |
| Fonds statutaires | | |
| Fonds propres complémentaires | | |
| Fonds de garantie | | |
| Ecart de réévaluation | | |
| Réserves | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | |
| Réserves pour projet de l'entité | | |
| Autres | 106 713,23 | 106 713,23 |
| Report à nouveau | 145 781,24 | 136 199,60 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 6 164,75 | 9 581,64 |
| Situation nette (sous total) | 378 589,94 | 372 425,19 |
| Fonds propres consommables | | |
| Subventions d'investissement | 148 919,60 | 140 427,90 |
| Provisions réglementées | | |
| Total I | 527 509,54 | 512 853,09 |
| FONDS REPORTES ET DEDIES | | |
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | |
| Fonds dédiés | | |
| Total II | | |
| PROVISIONS | | |
| Provisions pour risques | - | - |
| Provisions pour charges | | |
| Total III | - | - |
| DETTES | | |
| Emprunts obligataires et assimilés | | |
| Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | 104 308,68 | 149 874,71 |
| Emprunts et dettes financières diverses | | |
| Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés | 244 543,70 | 249 359,16 |
| Dettes des legs ou donations | | |
| Dettes fiscales et sociales | 64 539,73 | 79 842,01 |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | |
| Autres dettes | 186 787,70 | 373 038,16 |
| Instruments de trésorerie | | |
| Produits constatés d'avance | 18 893,52 | 28 619,77 |
| Total IV | 619 073,34 | 880 733,82 |
| Ecart de conversion Passif (V) | - | - |
| TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V) | 1 146 582,88 | 1 393 586,91 |

* Le cas échéant, une rubrique « Autres fonds propres » peut être intercalée entre la rubrique « Fonds propres » et la rubrique « Fonds reportés et dédiés » avec le détail de cette rubrique sur des lignes séparées (montant des émissions de titres associatifs, avances conditionnées,...). Un total I bis fait apparaître le montant des autres fonds propres entre le total I et le total II du passif du bilan. Le total général est complété en conséquence.

| COMPTÉ DE RESULTAT | Exercice N | Exercice N-1 |
|---|---------------------|---------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | |
| Cotisations | 556 042,00 | 455 159,90 |
| Ventes de biens et services | | |
| Ventes de biens | 15 819,42 | 18 278,00 |
| dont ventes de dons en nature | | |
| Ventes de prestations de service | 601 607,78 | 658 454,23 |
| Gestion des VIE | 378 948,25 | 235 237,32 |
| Produits de tiers financeurs | | |
| subventions d'exploitation | 553 187,85 | 552 127,12 |
| Versements des fondateurs ou consommateurs de la dotation consommable | | |
| Ressources liées à la générosité du public | | |
| Dons manuels | | |
| Mécénats | | |
| Legs, donations et assurances-vie | | |
| Contributions financières | 71 137,57 | 131 927,62 |
| Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges | | |
| Subventions allées aux CCI FI | | |
| Autres produits | 16 692,17 | 4 265,17 |
| Total I | 2 193 435,04 | 2 065 449,36 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | |
| Achats de marchandises | 1 913,48 | 20 470,75 |
| Variation de stock | | |
| Autres achats et charges externes | 1 090 520,60 | 1 003 398,71 |
| Gestion VIE | 378 948,35 | 235 237,22 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | | - |
| Salaires et traitements | 430 584,26 | 424 268,50 |
| Charges sociales | 163 341,55 | 162 145,17 |
| Autres charges de personnel | 29 369,10 | 16 543,28 |
| Chargé de mission | 23 633,57 | 87 150,24 |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations | 102 192,96 | 97 826,81 |
| Dotations aux provisions | 2 312,00 | 11 501,00 |
| Dotacion provision pour risques et charges | | - |
| Autres charges | 9 333,47 | 21 229,57 |
| Total II | 2 226 153,74 | 2 079 771,29 |
| 1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II) | - | 14 321,87 |
| PRODUITS FINANCIERS | | |
| De participation | | |
| D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé | | |
| Autres intérêts et produits assimilés | 400,36 | 51,98 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge | | |
| Différences positives de change | | |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total III | 400,36 | 51,98 |
| CHARGES FINANCIERES | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Intérêts et charges assimilés | 4 425,21 | 1 750,27 |
| Différences négatives de change | | |
| Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| Total IV | 1 425,21 | 1 750,27 |
| 2. RESULTAT FINANCIER (III - IV) | - | 1 698,29 |
| 3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV) | | |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | |
| Sur opérations de gestion | | |
| Sur opérations en capital | 39 908,30 | 25 601,80 |
| Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | |
| Total V | 39 908,30 | 25 601,80 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | |
| Sur opérations de gestion | | |
| Sur opérations en capital | | |
| Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| Total VI | - | - |
| 4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI) | 39 908,30 | 25 601,80 |
| Participation des salariés aux résultats (VII) | | |
| Impôts sur les bénéfices (VIII) | | |
| Total des produits (I + II + III + V) | 2 238 743,70 | 2 091 103,14 |
| Total des charges (II + IV + VII + VIII) | 2 227 578,95 | 2 083 521,50 |
| EXCÉDENT OU DÉFICIT | 6 164,75 | 9 581,64 |

| | | | |
|---|--|--|--|
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | |
| Dons en nature | | | |
| Prestations en nature | | | |
| Bénévolat | | | |
| TOTAL | | | |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | |
| Secours en nature | | | |
| Mises à disposition gratuite de biens | | | |
| Prestations en nature | | | |
| Personnel bénévole | | | |
| TOTAL | | | |

CCI France International a pour but de garantir l'appellation « Chambre de Commerce et d'Industrie Française à l'Etranger, de représenter les CCI FI auprès des pouvoirs publics, promouvoir l'action des CCI FI en France et à l'Etranger.

CCI France International s'interdit toute activité politique ou confessionnelle.

Pour remplir les missions ci-dessus énoncées, CCI France International dispose des moyens suivants :

- apporte son aide dans le choix des personnels d'encadrement des CCIFI notamment le recrutement des directeurs des CCI FI
- favorise la coopération croisée entre les CCI FI comme le développement de projets communs
- diffuse toutes informations nécessaires auprès des CCI FI mais aussi des entreprises et des organes représentatifs de celles-ci par tous moyens appropriés (site internet, newsletter, webinars ...)
- accompagne la création de nouvelles CCI FI
- peut recevoir et mettre en œuvre en tant qu'organisme participant au développement du Commerce extérieur français, des délégations de services publics.

A ces fins, CCI France International se dote de tous personnels et moyens nécessaires.

Les comptes de l'exercice 2023 ont été établis avec les principes suivants :

1 - LES REGLES GENERALES D'ETABLISSEMENT & DE PRESENTATION DES COMPTES

Les comptes annuels de CCI France International sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises (règlement ANC 2014-03) et aux pratiques comptables généralement admises, ainsi qu'au règlement 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but lucratif, et au règlement 2020-08 du 4 décembre 2020, modifiant le règlement 2018-06.

L'application des instructions fiscales pour les associations conduit à faire apparaître distinctement, pour l'exercice 2023 :

- des comptes globaux,
- des comptes pour le secteur associatif,
- des comptes pour le secteur commercial pour lequel une liasse fiscale a été déposée en avril 2024.

2 - MODES ET METHODES D'EVALUATION

Convention de principe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'entrée et l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité générale est celle des coûts historiques.

Immobilisations

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Amortissements

Les amortissements sont calculés en fonction des durées de vie économique selon le mode linéaire.

Les immobilisations incorporelles sont amorties entre 12 et 60 mois pour les logiciels.

Les immobilisations corporelles en fonction de leur nature sont amorties entre 36 et 60 mois.

Immobilisations financières

Les titres de participation, les autres titres, les prêts sont inscrits à leur coût historique d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la CCI FI réalise des pertes ou lorsque des événements ou des circonstances indiquent qu'une perte de valeur des titres ou des prêts est susceptible d'intervenir.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3 - CHANGEMENT DE METHODE D'EVALUATION

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

4 - EFFECTIF

La répartition des effectifs au 31 décembre 2023 est la suivante :

10 personnes (cadres de direction, cadres, personnel administratif) dont 1 mis à disposition.

5 - RESULTAT EXCEPTIONNEL

Le résultat exceptionnel représente la quote-part de subvention d'investissement liée au CRM et site Internet virée au résultat pour 39 908.00 euros.

6 - IMPOT SUR LES BENEFICES

Le résultat déterminé pour le secteur commercial fait apparaître un déficit pour l'exercice 2023 de 94 964.99 euros.

Le montant de ce déficit a diminué par rapport à 2022 et cela est dû à une répartition entre les charges associatives et commerciales. Pour rappel, ce déficit commercial est limité par une décision du Conseil d'Administration, de répartir les cotisations sur les deux secteurs, associatif et commercial et ce, afin de mieux correspondre à l'évolution économique. Avant 2016, les cotisations n'étaient qu'associatives. Cette décision a pour conséquence de limiter les déficits commerciaux.

7- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les mouvements des valeurs brutes s'analysent comme suit :

| | Val. Brute € au 31/12/22 | Acquisitions en 2023 | Cessions/Transf en 2023 | Valeur brute au 31/12/23 |
|---|-----------------------------|-------------------------|----------------------------|-----------------------------|
| IMMOB. INCORPORELLES | 1 022 415.50 | 80 800.00 | 0.00 | 1 103 215.50 |
| Logiciels | 1 022 415.50 | 80 800.00 | 0.00 | 1 103 215.50 |
| Immobilisations en cours | 0.00 | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| IMMOB. CORPORELLES | 137 260 .67 | 9 435.60 | 0.00 | 146 696.27 |
| Agencements divers | 1 901.64 | | | 1 901.64 |
| Matériel informatiq. & de bureau | 127 874.36 | 9 435.60 | | 137 309.96 |
| Internet/Mat.informatiq. & de bureau | 6 827.45 | | | 6 827.45 |
| Mobilier | 657.22 | | | 657.22 |
| TOTAL | 1 159 676.17 | 90 235.60 | 0.00 | 1 249 911.77 |

Les mouvements des amortissements s'analysent comme suit :

| | Cumul € au 31/12/22 | dotations en 2023 | diminutions en 2022 | Cumul au 31/12/23 |
|---|------------------------|----------------------|------------------------|----------------------|
| IMMOB. INCORPORELLES | 744 534.33 | 99 007.32 | 0.00 | 843 541.65 |
| Logiciels | 744 534.33 | 99 007.32 | 0.00 | 843 541.65 |
| IMMOB. CORPORELLES | 131 757.88 | 3 185.04 | 0.00 | 134 942.92 |
| Agencements divers | 1 901.64 | | | 1 901.64 |
| Matériel informatiq. & de bureau | 122 371.27 | 3 185.04 | | 125 556.31 |
| Internet/Mat. informatique & de bureau | 6 827.45 | | | 6 827.45 |
| Mobilier | 657.52 | | | 657.52 |
| TOTAL | 876 292.21 | 102 192.36 | 0.00 | 978 484.57 |

8 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

| | Cumul € au 31/12/22 | Cumul € au 31/12/23 | Provisions au 31/12/23 |
|-------------------------------|------------------------|------------------------|---------------------------|
| Participation | 2 500.00 | 2 500.00 | 0.00 |
| Autres titres | 1 524.59 | 1 524.59 | 1 524.59 |
| * Singapour 1 % | 0.10 | 0.10 | 0.10 |
| * Belgique 2 % | 1 524,49 | 1 524,49 | 1 524,49 |
| * Titres statutaires | 0.00 | 0.00 | 0,00 |
| Prêts aux CCIFI | 0.00 | 0.00 | 0.00 |
| Autres (dépot/caution) | 1 250.40 | 1 250.40 | 0,00 |
| TOTAL | 5 274.99 | 5 274.99 | 1 524.59 |

Le 3 mars 2021, CCI France International-UCCIFE a souscrit en numéraire au capital d'EFE International SAS pour 2500 euros.

Cette souscription correspond à 2500 actions de Fondateurs dites actions F d'une valeur nominale de 1 euro et représente une participation à hauteur de 16.67% dans le capital d'EFE international SAS.

9 - ECHEANCES DES CREANCES

A fin 2023, les échéances des créances sont les suivantes :

| CREANCES | MONTANT | LIQUIDITE DE L'ACTIF | | |
|------------------------------------|-------------------|----------------------|------------------|----------------------|
| | | BRUT | | |
| | € | | MOINS 1 AN | PLUS 1 AN PLUS 5 ANS |
| Créances d'Exploitation | 437 005.72 | 368 572.72 | 68 433.00 | |
| Clients et comptes rattachés | 316 081.94 | 247 648.94 | 68 433.00 | |
| Avances et acomptes | 50.00 | 50.00 | | |
| Subvention à recevoir | 61 900.26 | 61 900.26 | | |
| Impôts & Taxes | 46 233.45 | 46 233.45 | | |
| Autres | 12 740.07 | 12 740.07 | | |
| Charges constatées d'avance | 90 840.93 | 90 840.93 | 0.00 | |
| Ch. mixtes/Fonctionnement | 90 840.93 | 90 840.93 | | |
| TOTAL | 527 846.65 | 459 413.65 | 68 433.00 | |

Les créances clients sont essentiellement les CCI FI et sont représentés par de nombreux impayés à date des factures Internet et CRM et cotisations.

Le poste subvention à recevoir correspond à la subvention accordée par CCI France pour les frais de loyers et logistique.

10 - FONDS PROPRES

| | 31/12/22 € | Augment. | Diminution | 31/12/23 € |
|-----------------------------------|-------------------|------------------|-----------------|-------------------|
| Fonds Propres statutaires | 41 737.88 | | | 41 737.88 |
| Fonds Propres complémentaires | 78 192.84 | | | 78 192.84 |
| Autres réserves | 106 713.23 | | | 106 713.23 |
| Report à Nouveau | 136 199.60 | 9 581.64 | | 145 781.24 |
| Résultat de l'exercice | 9 581.64 | 6 164.75 | 9 581.64 | 6 164.75 |
| Subvention d'investissement | 519 201.50 | 48 400.00 | | 567 601.50 |
| Subventions inscrites au résultat | -378 773.60 | -39 908.30 | | -418 681.90 |
| TOTAL | 512 853.09 | 24 238.09 | 9 581.64 | 527 509.54 |

Autres réserves

Les autres réserves représentent **le fonds de prévisions et de garanties des CCIFI**. Ces réserves sont utilisées notamment pour financer la participation dans la filiale de la CCI France Belgique.

Provisions pour Risques et Charges

Pas de provision pour risques et charges

11- ECHEANCES DES DETTES

A fin 2023, les échéances des dettes sont les suivantes :

| DETTES | MONTANT BRUT € | DEGRE D'EXIGIBILITE | | |
|--|----------------------|---------------------|------------------|------------|
| | | MOINS 1 AN | PLUS 1 AN | PLUS 5 ANS |
| Emprunts & Dettes Financières | 104 308.68 | 46 023.79 | 58 284.89 | |
| Dettes d'Exploitation | 514 764.65 | 514 764.65 | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés* | 244 543.70 | 244 543.70 | | |
| Dettes fiscales & sociales | 64 539.73 | 64 539.73 | | |
| * Dettes fiscales | 14 014.24 | 14 014.24 | | |
| * Dettes sociales | 50 525.49 | 50 525.49 | | |
| Autres | 186 787.70 | 186 787.70 | | |
| * Intervention pour compte tiers (Comptes mandataires) | 138 313.57 | 138 313.57 | | |
| * Clients créditeurs | 15 878.01 | 15 878.01 | | |
| * Divers | 32 596.12 | 32 596.12 | | |
| Produits constatés d'avance | 18 893.52 | 18 893.52 | | |
| TOTAL | 619 073.34 | 560 788.45 | 58 284.89 | |

CCI France International-UCCIFE

- Pour les fournisseurs : principalement le fournisseur CCI France pour 57 773.27 euro correspondant principalement aux factures de loyers, charges locatives et frais de logistiques, et Business France pour 93 357.96 euros correspondant aux factures VIE.
- Concernant le poste « autres », concerne essentiellement les comptes mandataires (Dubai, Algérie et Ukraine).

12- AUTRES ENGAGEMENTS ET PASSIFS EVENTUELS

L'UCCIFE, ci-après désignée CCI France International, est représentant fiscal en France pour les entreprises étrangères qui souhaitent obtenir le remboursement de la TVA afférente aux biens meubles et services acquis en France.

A cette fin, elle a dû mettre en place les engagements suivants :

- engagement reçu : caution solidaire de la Société Générale au profit de l'Administration Fiscale pour garantir la restitution d'un éventuel remboursement de TVA indûment reçu.
- engagement donné : nantissement du compte à terme à hauteur de 80 000 euros depuis le 08/07/2009 au profit de la Société Générale.
- engagement donné : contre garantie BPI lié au Prêt Garanti par l'Etat à hauteur de 162 000 euros.

13- EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A la date d'arrêté des comptes 2023 par le Conseil d'administration, l'association n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause sa capacité à poursuivre son exploitation.

14 – AUTRES INFORMATIONS

Tableau des Filiales et Participations (en Euro) : Données au 31/12/2023

| Filiales et Participations dont la valeur excède 1% du capital | Informations financières | | | | |
|--|---|--|------------------------------------|-----------------------------------|--|
| | Capital (en KEUR) | Capitaux propres autres que le capital | Quote-part du capital détenue en % | Résultat du dernier exercice clos | Chiffre d'affaires HT (en KEUR) |
| CCIF Belgique – SCRLFS – Belgique | 87.5 | 226.77 | 1 % | + 25.43 | 1 133.23 |
| EFE International SAS | 15.0 | 75.0 | 16.67% | -23.4 | 721.97 |
| Renseignements globaux sur les participations dans des sociétés étrangères | Valeur comptable des titres détenus (en KEUR) | Prêts et avances (en KEUR) | Montant des dividendes encaissés | Observations | |
| | Brute | Nette | | | |
| CCIF Belgique/SCRLFS – Belgique | 1,52 | 0 | | | Provision : 1.52 Prise de participation en 1998 |
| EFE International SAS | 2.5 | 2.5 | | | Pas de provision |

UCCIFE

CCI France International

ASSOCIATION LOI DU 1ER JUILLET 1901

SIERGE SOCIAL : 8-10 rue Pierre Brossolette

92 300 - Levallois-Perret

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023)

GENEVIEVE MANSARD COLLIN

COMMISSAIRE AUX COMPTES

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

GENEVIEVE MANSARD-COLLIN

MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES ET DE LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE PARIS

10, Rue Ernest Cresson
75014 - PARIS



(33) 06.77.56.59.36

E-MAIL : collin-mansard@wanadoo.fr

Mesdames,
Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association **UNION DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE FRANCAISES A L'ETRANGER (UCCIFE) / CCI FRANCE INTERNATIONAL** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance que les appréciations portant sur le caractère approprié des principes comptables suivis, sur les estimations significatives retenues, et sur la présentation d'ensemble des comptes, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Président et le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 4 juin 2024



GENEVIEVE MANSARD COLLIN
COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

UNION DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE FRANCAISES A L'ETRANGER

UCCIFE

CCI France International

ASSOCIATION LOI DU 1ER JUILLET 1901

SIEGE SOCIAL : 8-10 rue Pierre Brossolette

92 300 Levallois-Perret

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023)

GENEVIEVE MANSARD COLLIN


COMMISSAIRE AUX COMPTES

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

Geneviève Mansard-Collin

MEMBRE DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES ET DE LA COMPAGNIE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE PARIS

10, Rue Ernest Cresson
75014 - PARIS

 (33) 06.77.56.59.36
E-MAIL : collin-mansard@wanadoo.fr

Mesdames,
Messieurs,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Il m'appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont j'ai été avisée ou que j'aurai découvertes à l'occasion de ma mission, sans avoir à me prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai mis en œuvre les diligences que j'ai estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTIONS SOUMISES À L'APPROBATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Convention passée au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, j'ai été avisée de la convention suivante, mentionnée à l'article L. 612-5 du code de commerce, qui a été passée au cours de l'exercice écoulé.

Convention annuelle 2023 entre CCI France et l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie Françaises à l'Etranger-CCI France International

(Personne concernée : Monsieur Alain DI CRESCENZO)

Cette convention définit pour l'année 2023 les conditions dans lesquelles CCI France apporte sa contribution aux projets de l'association CCI France International.

Elle prévoit l'attribution d'une *subvention destinée à renforcer la coopération entre le réseau des CCI de France et de l'étranger* et notamment à :

- Animer le réseau ;
- Financer le salaire d'une ressource directement affectée à l'assistance, à la formation et au développement des services d'appui aux entreprises des CCI FI ;
- Dynamiser la communication /promotion des services et des « marques ombrelles » du réseau ;
- Poursuivre des collaborations avec le réseau des CCI de France sur le service de reprise/transmission d'entreprises, la formation au français des affaires, tests de français, e-learning ;
- Mener des projets digitaux collectifs.

En contrepartie, CCI France a accordé pour l'année 2023 une dotation financière de 327 700 euros dont la totalité a été encaissée sur l'exercice. CCI France International a enregistré sur l'exercice 2023 en produits 327 700 euros.

Cette convention couvre l'année 2023 et prend fin à la date de validation par CCI France du rapport de CCI France International sur son exécution. A ce titre, CCI France International s'engage à remettre avant le 30 juin 2024 un bilan des actions conduites dans le cadre des actions précitées.

Fait à Paris, le 4 juin 2024



GENEVIEVE MANSARD COLLIN

COMMISSAIRE AUX COMPTES

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS